

DELIBERATION N° 2010/06-08 - CONVENTION D'ADHESION - PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL AVEC LE CENTRE DE GESTION DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Rapporteur : Madame RAVON

Le décret du 10 juin 1985 modifié par le décret n° 2000-542 du 16 juin 2000, impose à tout employeur public local le suivi médical professionnel de ses agents titulaires et non titulaires.

Depuis plusieurs années, le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle a mis en place un service « prévention et santé au travail » auquel peut adhérer toute collectivité territoriale après signature d'une convention.

Ce service est spécialisé et adapté à la géographie des emplois. Les examens médicaux sont assurés dans divers lieux permettant aux agents de bénéficier de visites proches de leurs lieux de travail.

Le service proposé permet d'assurer les visites médicales (visites obligatoires, visites médicales d'embauche pour l'aptitude à l'emploi, visites à la demande de l'administration, visites à la demande du médecin traitant ou du spécialiste de l'agent, visite de pré-reprise si l'agent présente des séquelles après un arrêt maladie ou un accident, visite de reprise après arrêt maladie, accident ou après arrêt pour accident du travail ou maladie professionnelle).

Ce service fonctionne notamment grâce à :

- deux médecins répartis géographiquement sur le Département, assurant les visites médicales destinées à vérifier l'aptitude des agents à leur poste de travail et chargés de vérifier les conditions de travail en milieu professionnel ;
- un(e) secrétaire chargé de l'établissement du planning des convocations, des visites, du suivi des dossiers médicaux des agents, de la facturation et de la gestion du matériel. La ville pourra choisir l'option I permettant à la ville de gérer les visites sur le logiciel AGIRHE.

En outre, la ville pourra bénéficier d'un temps de prévention de 20 minutes par an et par agent.

Ainsi, la convention proposée par le Centre de Gestion a pour objet de déterminer, en collaboration avec la collectivité adhérente, les mises à dispositions des membres de l'équipe de prévention et santé au travail assurées par le centre en sa faveur.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver l'adhésion de la ville de Ludres au Service Prévention et Santé au Travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe et Moselle, à compter du 1^{er} Juillet 2010 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante et tout acte nécessaire.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget primitif 2010.